

Défendre l'Etat bourgeois contre le fascisme : les dirigeants sociaux-démocrates suisses après la défaite de la France de 1940

Autor(en): **Buclin, Hadrien / Eichenberger, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **69 (2019)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-865643>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Défendre l'Etat bourgeois contre le fascisme : les dirigeants sociaux-démocrates suisses après la défaite de la France de 1940

Hadrien Buclin, Pierre Eichenberger

Defending the Bourgeois State against Fascism: Swiss Social Democratic Leaders after the Fall of France in 1940

In May and June 1940, the German army defeated France. In just a few weeks, most of Western Europe found itself under German rule, leaving neutral Switzerland encircled by Axis powers. Facing this radically new context, Swiss political and economic leaders were confronted with equally radical strategic questions: How far should Switzerland go in accommodating to the new Europe? Historians have indeed described the summer of 1940 as a moment of deep political and economic uncertainty, when Europe oscillated between fascism, liberalism and socialism. But while historians have thoroughly studied debates within the conservative establishment in Switzerland, the labor movement during that period has been relatively neglected. To fill this gap, this article investigates the debates held among trade unions and socialist leaders. The authors show that they defended the bourgeois state in order to save, if nothing else, what was most important in a very unfavorable context: national independence (against Nazi Germany) and democratic institutions (against pro-fascist forces in Switzerland), and promoting social justice for the working class. In doing so, they aimed at maximizing their influence despite headwinds. The strategic options of this pivotal summer resonate with the history of the political integration of Swiss Social Democracy.

L'historien Mark Mazower a décrit le début des années 1940 comme un moment capital pour l'histoire européenne contemporaine, où se confrontent de manière décisive les régimes libéraux, socialistes et fascistes en lutte tout au long du siècle.¹ En Suisse également, l'année 1940, et tout particulièrement les semaines qui suivent la défaite de la France le 22 juin, sont considérées comme une période charnière.² L'encerclement du pays par les forces de l'Axe (ou satellite de celles-ci s'agissant du régime de Vichy) a en effet des répercussions tant sur la politique extérieure que sur les rapports de force internes au pays. Sur le plan intérieur, la recherche a accordé une attention soutenue à l'attitude des cercles dirigeants dans ce moment critique, marqué notamment, le 25 juin, par le

1 Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles 2005, p. 8.

2 Daniel Bourgeois, *Le changement politique après la défaite française de 1940*, in: *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 93/n°1 (2009), pp. 32–42; Erwin Bucher, *Die Schweiz im Sommer 1940*, in: *Revue suisse d'histoire*, 29/n°2 (1979), pp. 356–389; Jakob Tanner, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich 2015, pp. 254–289.

discours du président de la Confédération Marcel Pilet-Golaz, qui manifeste une volonté d'adaptation au nouvel ordre européen dominé par l'Allemagne.³

L'orientation des dirigeants des principales organisations de la gauche politique et syndicale – en particulier le Parti socialiste suisse (PSS) et l'Union syndicale suisse (USS) – n'a en revanche pas fait l'objet d'études spécifiques.⁴ Ce constat n'est guère étonnant. Les historiens considèrent en effet que ces organisations jouent un rôle mineur durant ces semaines: les grèves et mouvements sociaux sont fort peu nombreux,⁵ les effectifs des syndicats sont à la baisse en raison de la mobilisation,⁶ l'USS est traversée par des tensions et divisions, et le rapport de forces en Europe est très défavorable à la gauche, les organisations sociales-démocrates et communistes des pays voisins ayant été brutalement écartées de la vie politique.⁷ L'historien Hans Ulrich Jost explique ainsi qu'en Suisse, «les syndicats et les socialistes durent se contenter de la marge de manœuvre réduite que les partis bourgeois leur laissaient tout en les surveillant de près».⁸

La présente contribution – en s'appuyant sur les sources internes aux PSS et à l'USS, ainsi que sur l'intervention des responsables sociaux-démocrates au sein des institutions fédérales – vise à affiner ce constat général, en examinant comment les dirigeants sociaux-démocrates ont exploité cette marge de manœuvre réduite. Certes, la défaite de la France est un choc majeur pour les socialistes suisses, qui provoque des incertitudes et des divergences stratégiques en leur sein, que nous chercherons à mieux comprendre. L'un deux, Paul Meierhans,

3 Erwin Bucher, *Zwischen Bundesrat und General: Schweizer Politik und Armee im Zweiten Weltkrieg*, St-Gall 1991, pp. 349–508; Willi Gautschi, *Le Général Guisan: le commandement de l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne 1991, pp. 209–378; Hans Ulrich Jost, *Le salaire des neutres: Suisse 1938–1948*, Paris 1999, pp. 110–158; Georg Kreis, *Juli 1940. Die Aktion Trumpf*, Bâle 1973.

4 On trouvera néanmoins des informations dans: Bernard Degen, *La crise économique et la Deuxième Guerre mondiale*, in: V. Boillat [et al.] (éds), *La valeur du travail: histoire et histoires des syndicats suisses*, Lausanne 2006, pp. 166–179; Patrick Eichenberger, «Koste es, was es wolle?» *Die schweizerisch-deutschen Handelsbeziehungen während des II. Weltkrieges aus gewerkschaftlicher Sicht*, Mémoire de licence, Bâle 1999; Tobias Kästli, *Ernst Nobs: vom Bürgerschreck zum Bundesrat: ein politisches Leben*, Zurich 1995, pp. 189–195; Anne Markwalder, *L'Aktion Nationaler Widerstand et ses journaux*, Fribourg 1994, pp. 8–148; André Rauber, *Léon Nicole: le franc-tireur de la gauche suisse (1887–1965)*, Genève 2007, pp. 159–176; Walter Wolf, *Walther Bringolf: eine Biografie. Sozialist, Patriot, Patriarch*, Schaffhouse 1995, pp. 164–169; Adrian Zimmermann, «Tätigkeit... nicht müssige Stemperei» *Arbeitsbeschaffung, kollektives Arbeitsrecht und Lohnpolitik*, in: M. Leimgruber [et al.] (éds), *Umbruch an der «inneren Front»: Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz, 1938–1948*, Zurich 2009, pp. 47–73.

5 En 1940, on recense six grèves en Suisse contre par exemple 37 en 1937, voir: Christian Koller, «Vor 75 Jahren: ein wilder Streik bei Bührle», *Lettre électronique du Sozialarchiv* (Zurich), 2016/1.

6 Degen, *op. cit.*, pp. 178–179.

7 Tanner, *op. cit.*, p. 278.

8 Jost, *op. cit.*, p. 84.

résume bien ces difficultés, en expliquant lors d'une séance du comité directeur du PSS en juillet 1940:

Wir kommen in die schiefe Lage, dass wir den bürgerlichen Staat bekämpfen müssen, ihn jedoch gleichzeitig zu verteidigen haben, weil er doch noch besser ist als die faschistischen Staaten.⁹

Toutefois, nous chercherons à montrer que, en dépit de ces difficultés, les responsables socialistes continuent à agir de manière décidée et cherchent bel et bien à exploiter à fond la marge de manœuvre réduite dont ils disposent. Pour ce faire, ils profitent en particulier des contradictions parmi les dirigeants helvétiques – H. U. Jost parle même de «phénomènes de dislocation et de décomposition» dans les cercles de pouvoir¹⁰ – pour rechercher une alliance avec les courants démocratiques de la droite, espérant contrer ainsi les projets de rénovation autoritaire du pays.

Afin de mieux cerner cette problématique, le présent article est structuré en trois parties. La première examine l'action des responsables socialistes pour le maintien de l'indépendance de la Suisse après la défaite de la France, dans la mesure où l'indépendance est perçue comme une condition *sine qua non* pour la défense des droits démocratiques et sociaux. Dans un deuxième temps, la contribution analyse l'engagement des responsables socialistes pour la défense des droits démocratiques. Ceux-ci sont mis à mal par les tentations corporatistes qui se manifestent jusqu'au sein même du mouvement ouvrier: il s'agit d'un courant d'idées relativement hétérogène, critique face à la démocratie libérale et parlementaire, lui préférant l'organisation de la société autour des métiers et associations professionnelles.¹¹ Enfin, dans la mesure où, aux yeux des responsables socialistes, les droits démocratiques ne peuvent être défendus qu'en évitant une trop forte dégradation des conditions matérielles dans lesquelles vit la population, la dernière partie de l'article étudie l'action du PSS et de l'USS en matière de politique sociale.

Concernant la périodisation retenue dans cette contribution, nous avons fait le choix de nous limiter à la période de grande incertitude de l'été 1940. Si le point de départ coïncide logiquement avec l'effondrement de la France, il aurait pourtant été possible de prolonger l'analyse au-delà du mois de septembre. En effet, les courants politiques favorables à une adaptation au nouvel ordre européen restent actifs après cette date, comme l'indique entre autres l'épisode de la pétition dite des 200 du 15 novembre, dont les protagonistes réclament une mise au pas de la presse. On pourrait ainsi argumenter que les incertitudes de

⁹ Procès-verbal (PV) du comité directeur (désormais CD) du PSS, 20 juillet 1940, Sozialarchiv (Zurich; désormais Sozarch.), fonds PSS, Ar. 1.110.30.

¹⁰ *Ibid.*, p. 155.

¹¹ Jost, La Suisse, le corporatisme et ses sources d'inspiration, in: O. Dard (éd), Le corporatisme dans l'aire francophone au XX^e siècle, Berne 2011, pp. 121–138.

l'été 1940 ne sont véritablement surmontées que durant l'année 1943, lorsque le cours de la guerre bascule en défaveur de l'Allemagne.

Cependant, nous privilégions ici une analyse approfondie de la période politiquement la plus indécise, soit les semaines qui suivent immédiatement la défaite française. En effet, dès la fin de l'été, on assiste à une relative stabilisation de la situation tant intérieure que du point de vue des relations avec l'Allemagne. Sous l'angle de la politique extérieure, la signature d'un accord commercial germano-suisse le 9 août fixe les grandes lignes des relations entre les deux voisins jusqu'à fin 1942, éloignant la perspective d'une vassalisation complète de la Suisse par le «Reich».¹²

Le 12 septembre, la réaction négative de la quasi totalité des membres de la commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national (dite aussi des pleins pouvoirs) à la réception de dirigeants d'extrême droite par le président de la Confédération est un signe de ce que la rénovation autoritaire qui paraissait se dessiner lors du discours tenu par Pilet-Golaz le 25 juin se heurte à de fortes résistances politiques au sein des trois partis de la droite gouvernementale.¹³ Quelques jours plus tard, ces mêmes partis invitent les dirigeants du PSS à participer à un groupe de travail en vue d'une meilleure collaboration entre grands acteurs politiques sur la scène politique nationale. Cette démarche atténue les craintes des dirigeants socialistes, nourries dans les semaines précédentes, concernant une mise à l'écart voire une interdiction de leur organisation.¹⁴ Enfin, durant le mois de septembre, la résistance militaire acharnée de la Grande-Bretagne – pays où les sociaux-démocrates ont été intégrés au gouvernement en position minoritaire depuis le mois de mai 1940 – renforce la confiance des dirigeants socialistes suisses. À l'unisson avec ses collègues, le président du PSS et membre du comité directeur de l'USS Hans Oprecht se réjouit ainsi, à la fin du mois d'octobre 1940, que la résistance britannique ait réduit l'influence en Suisse des partisans du défaitisme face à l'Allemagne et de la rénovation autoritaire.¹⁵

L'engagement contre le défaitisme

Le soulagement relatif qui se manifeste vers la fin du mois de septembre parmi les dirigeants sociaux-démocrates est d'autant plus significatif qu'il fait suite à des semaines de grandes inquiétudes. En mai, durant l'offensive allemande, la menace d'une attaque de la Suisse par la *Wehrmacht* est très présente dans les

¹² Daniel Bourgeois, *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933–1941*, Neuchâtel 1974, pp. 180–182.

¹³ PV de la commission des pleins pouvoirs du Conseil national, 12 sept. 1940, Archives fédérales suisses (AFS), E 2800 1967/61.

¹⁴ PV du CD du PSS, 16 sept. 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

¹⁵ PV du comité central du PSS, 27 oct. 1940, *idem*.

esprits. Les dirigeants syndicaux décident de déplacer leurs infrastructures en Suisse romande en cas d'ouverture des hostilités. Ils agissent sans grandes illusions toutefois, comme l'illustre cette sombre prédiction de Konrad Ilg, le président de la Fédération des ouvriers de la métallurgie et de l'horlogerie (FOMH), lors d'une séance de la direction de l'USS:

Wenn ein fremder Ueberfall auf unser Land erfolgt, so werden in kürzester Frist die wichtigsten Städte [...] durch die Luftwaffe heftig bombardiert. Im Hinterland hat sie es besonders auf die Vernichtung von lebenswichtigen Anlagen [...] usw. abgesehen, so dass eine Flucht nur unter grossen Schwierigkeiten möglich ist.¹⁶

Les dirigeants socialistes s'inquiètent en particulier du sort des réfugiés sociaux-démocrates d'Allemagne et d'Autriche et chargent le secrétariat du parti de chercher des solutions pour les protéger en cas d'invasion.¹⁷ De manière plus générale, les cadres socialistes, dans une lettre au chef du Département militaire, critiquent les lacunes des plans d'évacuation de la population.¹⁸ Malgré ces réserves, l'adhésion de la gauche sociale-démocrate à la défense nationale est forte, au nom de la lutte pour «l'indépendance de la Suisse et la liberté politique du peuple», comme le proclame une résolution du comité directeur du PSS le 25 mai, diffusée par la presse sociale-démocrate.¹⁹

Le soutien des dirigeants sociaux-démocrates à la défense militaire du pays est réaffirmé de manière décidée quand le président de la Confédération annonce, dans son discours radiophonique du 25 juin, une démobilisation partielle de l'armée, alors même que d'importants effectifs allemands se trouvent à proximité de la frontière.²⁰ Le Conseil fédéral – rappelons-le – considère à ce moment que l'importance de la Suisse comme plaque tournante économique pour l'Allemagne réduit les risques d'invasion. Il s'agit en outre pour les autorités helvétiques d'accomplir un geste d'apaisement à l'égard de la puissance qui domine désormais l'Europe continentale.²¹

Durant la séance de la commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil fédéral du 26 juin, les représentants socialistes s'élèvent contre l'annonce de démobilisation, insistant sur le danger militaire persistant représenté par l'Allemagne.²² Pour Oprecht, le discours de Pilet-Golaz donne l'impression que le Conseil fédéral chercherait à cacher au peuple suisse un «ultimatum» reçu du

¹⁶ PV du comité fédératif de l'USS, 17 mai 1940, Archives de l'USS (Berne; désormais AUSS).

¹⁷ PV du CD du PSS, 22 mai 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

¹⁸ Lettre de Hans Oprecht à Rudolf Minger, 30 mai 1940, *idem.* Ar. 1.220.12.

¹⁹ Résolution du CD du PSS, 25 mai 1940, *idem.*, Ar. 1.110.30; voir aussi: résolution du comité syndical de l'USS du 18 mai 1940, AUSS.

²⁰ Gautschi, *op. cit.*, p. 219.

²¹ *Ibid.*, pp. 218–219; Jost, *op. cit.*, pp. 116–120.

²² PV de la commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national, 26 juin 1940, Documents diplomatiques suisses (=DDS), vol. 13, Berne 1991, pp. 763–768.

gouvernement nazi (une allégation contestée par le président de la Confédération).

Si, après le discours du 25 juin, les socialistes perdent confiance dans la volonté de Pilet-Golaz de garantir l'indépendance de la Suisse face à l'Allemagne, à l'inverse, le chef de l'armée Henri Guisan est, de manière croissante, considéré comme un allié dans la lutte contre le défaitisme.²³ Cette évolution apparaît d'autant plus significative quand on connaît la méfiance initialement manifestée par les dirigeants socialistes à l'égard de Guisan. Lors de l'élection du général au début de la guerre, une partie des responsables socialistes se montrent hésitants à le soutenir, en raison notamment de son engagement au sein de la Fédération patriotique suisse, une organisation très hostile au mouvement ouvrier.²⁴ Dans les jours précédant la défaite de la France, les dirigeants sociaux-démocrates émettent encore, en particulier dans la commission des pleins pouvoirs, des critiques contre le commandement de l'armée. À leurs yeux, celui-ci tolérerait des officiers supérieurs profascistes ou chercherait à prendre l'ascendant sur le pouvoir civil.²⁵

L'attitude des cadres socialistes à l'égard du général évolue pourtant rapidement dans les jours qui suivent. Le 13 juin, le conseiller d'Etat socialiste de Zurich Ernst Nobs se félicite, dans une lettre au parlementaire radical Theodor Gut, de l'ordre d'armée de Guisan du 3 juin, par lequel le général cherche à remonter le moral des troupes au moment où la défaite française se précise. Selon Nobs, cet ordre d'armée indique que le général suit «l'exemple de la Finlande» (en référence à la résistance de l'armée finlandaise durant l'hiver 1939–1940 face aux troupes d'invasion soviétiques) «plutôt que du Danemark» (allusion à la capitulation danoise face à l'Allemagne après seulement deux heures de combats).²⁶

Par la suite, le rapport du Grütli du 25 juillet et le discours de Guisan du 1^{er} août renforcent la confiance des socialistes dans la volonté de résistance du général.²⁷ Le 5 août 1940, le comité directeur du PSS adresse deux lettres, l'une à Guisan, l'autre à Pilet-Golaz. Dans la première, les dirigeants socialistes assurent Guisan de leur soutien et soulignent que ses récentes prises de position ont suscité l'enthousiasme au sein du mouvement ouvrier.²⁸ Dans la seconde, d'une tonalité nettement moins amène, les responsables sociaux-démocrates critiquent la démobilisation partielle décidée par le Conseil fédéral et demandent un entretien avec le président de la Confédération en présence de Guisan, une façon

²³ Gautschi, *op. cit.*, p. 214.

²⁴ *Ibid.*, pp. 52–53, 61–62 et 74.

²⁵ Voir respectivement: PV du CD du PSS, 12 avril 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30; PV de la commission des pleins pouvoirs, 20 mai 1940, AFS, E 2800 1967/61.

²⁶ Lettre d'Ernst Nobs à Theodor Gut, 13 juin 1940, AFS, fonds E. Nobs, J1.4 1000/1339, vol. 27.

²⁷ PV du CD du PSS, 3 août 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

²⁸ Lettre du CD du PSS à Henri Guisan, 5 août 1940, *idem.*, Ar. 126.1.

de signifier que ce dernier doit être présent pour faire contrepoids à un Pilet-Golaz considéré comme défaillant.²⁹ À ce moment, les dirigeants socialistes sont d'autant plus méfiants à l'égard du président de la Confédération qu'ils ont reçu des informations suivant lesquels ce dernier n'exclurait pas une interdiction du PSS.³⁰

L'opposition qu'on voit se dessiner dans l'esprit des dirigeants socialistes entre un Guisan résistant et démocrate face à un Pilet-Golaz défaitiste et autoritaire apparaît comme discutable au regard de la recherche historique. En effet, Guisan soutient la décision de démobilisation partielle de l'armée et plaide pour une censure préventive de la presse.³¹ De plus, durant sa prise de parole au Grütli, le général aurait attaqué une brochure de Robert Grimm dénonçant les crimes nazis.³² Ces faits, s'ils avaient été portés à la connaissance des dirigeants socialistes, les auraient sans doute amenés à plus de nuance dans le jugement qu'ils portent alors sur le général.

Toujours est-il que le commandant de l'armée répond de manière positive au geste d'ouverture des socialistes, saluant «l'engagement des travailleurs sociaux-démocrates pour la patrie dans son ensemble».³³ Guisan considère en effet que ces derniers peuvent jouer un rôle de contrepoids face aux partisans d'une Suisse dans l'orbite de l'Allemagne hitlérienne, qui ambitionnent d'écarter le général de ses responsabilités.³⁴ L'échange entre le militaire vaudois et les élus socialistes jette les bases du soutien discret apporté par le commandement de l'armée à la fondation, le 7 septembre, de l'*Aktion Nationaler Widerstand* (ANW). Cette organisation aux méthodes d'action semi-clandestines, financée en sous-main par l'armée, se donne pour tâche de lutter contre l'esprit défaitiste au sein de la population. Les dirigeants du PSS y jouent un rôle central, aux côtés de représentants du camp bourgeois décidés à défendre l'indépendance de la Suisse ainsi que les institutions démocratiques.³⁵

En contrepartie au soutien de la direction de l'armée, les dirigeants socialistes rendent désormais des services au général. Ils l'informent des discussions confidentielles ayant lieu au sein de la Commission des pouvoirs extraordinaires ou soutiennent le projet d'instruction militaire préparatoire dès l'âge de 16 ans, malgré les réticences de certains membres du PSS qui craignent que cette réforme n'entraîne une militarisation excessive de la jeunesse (elle est du reste

29 Lettre du CD du PSS à Marcel Pilet-Golaz, 5 août 1940, *idem.*, Ar. 1.220.12.

30 PV du CD et de la commission politique du PSS, 3 août 1940, *idem.*, Ar. 1.110.30.

31 Jost, *op. cit.*, pp. 115 et 118.

32 Bernard Degen, Die Attacke gegen die «roten Feinde», *Die Wochenzeitung*, 28 février 2008, p. 4.

33 Lettre de Guisan au CD du PSS, 7 août 1940, *idem.*, Ar. 126.1.

34 Gautschi, *op. cit.*, p. 576.

35 *Ibid.*, p. 335; Markwalder, *op. cit.*, pp. 22–24.

rejetée en votation le 1^{er} décembre 1940).³⁶ Enfin, au début de l'automne, Hans Oprecht, le président du PSS très engagé dans l'ANW, apporte à demi-mot, au cours d'assemblées socialistes, son soutien à la stratégie de réduit élaborée par Guisan. Oprecht explique en effet que la volonté de tenir coûte que coûte les cols alpins, importants pour les relations entre l'Allemagne et l'Italie, est une manière efficace pour les autorités suisses de contrer les pressions de l'Axe.³⁷

La question démocratique

La participation des dirigeants socialistes à l'ANW prend aussi sa source dans la réaction au discours de Pilet-Golaz du 25 juin. Les cadres socialistes sont en effet convaincus que les propos du conseiller fédéral ne font que refléter les convictions d'une partie des milieux d'affaires helvétiques qui, en raison de leur liens commerciaux prépondérants avec l'Allemagne, sont partisans d'un alignement accru de la Suisse sur le «Reich». Comme l'explique le parlementaire socialiste Robert Grimm, par ailleurs chef de la section «Énergie et chaleur» à l'Office central de l'économie de guerre, lors de la séance de la commission politique du PSS du 29 juin:

In gewissen bürgerlichen Kreisen herrscht wirklich die Auffassung, dass wir uns an die neue Situation anzupassen hätten. Die Kapitalisten glauben, im grossdeutschen Wirtschaftsraum bessere Geschäfte machen zu können.³⁸

Quelques jours plus tard, Grimm explique qu'il faut combattre ce penchant au sein des milieux patronaux en leur rappelant que les capitalistes allemands ont perdu toute liberté par rapport à l'Etat hitlérien.³⁹

Les responsables socialistes s'inquiètent de ce que les cercles d'affaires, pour complaire aux dirigeants allemands, n'imposent une suppression complète du régime parlementaire et des libertés publiques, déjà très affaiblis par les pleins pouvoirs, et n'accroissent en parallèle leur soutien aux fronts d'extrême droite.⁴⁰ La recrudescence de l'agitation frontiste en Suisse après la défaite de la France – le Mouvement national suisse, principale organisation pronazie, compte alors quelque 2000 membres selon l'estimation du Conseil fédéral – préoccupe d'ailleurs les dirigeants socialistes, à l'image du responsable du service d'ordre de

³⁶ Voir respectivement: Marwkalder, *ibid.*, pp. 71–72; PV du comité central du PSS, 27 oct. 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

³⁷ PV de l'assemblée ordinaire du PS du canton de Zurich, 8 sept. 1940, Sozarch., fonds PS Zurich, Ar. 27.10.24.

³⁸ PV de la commission politique du PSS, 29 juin 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

³⁹ PV de la conférence des personnes de confiance du PSS, 3 juillet 1940, *idem*.

⁴⁰ PV de la commission politique du PSS, 29 juin 1940 et PV de la conférence des personnes de confiance du PSS, 3 juillet 1940, *idem*.

la section zurichoise, qui craint d'éventuelles agressions contre les assemblées sociales-démocrates ou syndicales.⁴¹

Dans cette situation, des voix influentes au sein de la direction du PSS et des syndicats se font entendre en faveur d'une collaboration accrue avec les milieux bourgeois attachés au régime démocratique, afin d'opposer un contre-poids aux projets autoritaires.⁴² Dès la fin du mois de juin, Oprecht essaie de lancer une campagne contre le défaitisme en collaboration avec la *Nouvelle Société Helvétique*.⁴³ Mais la recherche de partenaires à droite pour la défense de l'indépendance de la Suisse et des institutions démocratiques s'avère une tâche incertaine dans le contexte de l'été 1940. Les dirigeants socialistes ont conscience qu'avec la victoire de l'Allemagne sur le continent, la droite gouvernementale est moins encline à collaborer avec le PSS.⁴⁴ En particulier, si l'intégration d'un représentant du PSS au Conseil fédéral est envisagée au sein des partis bourgeois en février 1940, compte tenu du soutien du PSS à l'union nationale sur le modèle de l'intégration gouvernementale des sociaux-démocrates en Belgique ou encore en Hollande, la défaite de la France rend désormais les dirigeants du camp bourgeois beaucoup plus réticents face à une telle perspective. Cette évolution s'explique par des raisons de politique extérieure, c'est-à-dire par la crainte de heurter l'antisocialisme virulent du régime hitlérien.⁴⁵ Durant l'été 1940, comme nous l'avons déjà évoqué, une minorité de dirigeants de la droite gouvernementale envisage même une interdiction du PSS.⁴⁶

Après la défaite de la France, les dirigeants socialistes hésitent d'ailleurs eux-mêmes à maintenir leur revendication publique en faveur d'une intégration au gouvernement, plusieurs responsables du parti faisant valoir que la social-démocratie devrait rester dans l'opposition vu l'orientation manifestée par les autorités fédérales à travers le discours de Pilet-Golaz.⁴⁷ Les responsables socialistes craignent en outre que si le PSS entre au gouvernement, l'Alliance des indépendants ou les groupes frontistes ne captent une partie de l'électorat populaire en se présentant comme seules forces d'opposition.⁴⁸ À ce moment, l'opposition à une candidature au Conseil fédéral est avant tout portée par des

41 Lettre d'Alfred Weiss au CD du PSS, 26 juillet 1940, *idem.*, Ar. 27.40.8; Bourgeois, *Le Troisième*, *op. cit.*, p. 363.

42 Cette stratégie n'est pas nouvelle, une tentative ayant été initiée dans les années 1930 à travers le Mouvement des Lignes directrices, voir: Pietro Morandi, *Krise und Verständigung: die Richtlinienbewegung und die Entstehung der Konkordanzdemokratie, 1933–1939*, Zurich 1995.

43 PV de la commission politique du PSS, 29 juin, *idem.*

44 PV du comité central étendu du PSS, 16 juin 1940, *idem.*

45 Michael Gehrken, «Im Zeichen einer wahrhaft eidgenössischen Solidarität». *Krise und Stabilisierung des Freisinns zwischen 1929 und 1947*, Thèse de doctorat, Berne 2002, pp. 431–438.

46 Markus Feldmann, *Tagebuch*, CD-Rom, Bâle 2001, entrées des 3 août et 1^{er} sept. 1940. Le parlementaire conservateur Feldmann s'oppose à une telle option.

47 PV de la conférence des personnes de confiance du PSS, 3 juillet 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

48 PV du comité central étendu du PSS, 13 juillet 1940, *idem.*

responsables socialistes zurichois, alors que les Bernois autour du haut fonctionnaire fédéral Robert Grimm y restent favorables.⁴⁹ La direction du PSS décide finalement, au terme de débats nourris, de maintenir une candidature à l'élection complémentaire du 18 juillet 1940. L'issue est toutefois sans appel: le radical Walter Stampfli sort largement en tête, devant le conseiller d'Etat socialiste Gustav Wenk, ce dernier ne recevant que 51 voix, contre 142 pour le candidat de la droite.⁵⁰

Une difficulté supplémentaire pour les dirigeants socialistes à la recherche d'alliances au sein du camp bourgeois réside dans l'ambiguïté de certains protagonistes du champ politique de l'été 1940. Ainsi, la Ligue du Gothard, fondée en réaction à la défaite de la France dans le but affiché de défendre l'indépendance de la Suisse, peut sembler pour cette raison un partenaire intéressant pour les sociaux-démocrates. Néanmoins, les dirigeants de la Ligue sont loin de partager les valeurs démocratiques du PSS, appelant au contraire à la suppression du régime parlementaire et à l'accession d'un homme fort au sommet de l'Etat.⁵¹ Cette ambiguïté conduit à des tensions parmi les responsables sociaux-démocrates.

Une minorité d'entre eux estiment qu'une collaboration avec cette organisation est possible, vu ses déclarations en faveur de l'indépendance du pays. Comme l'explique le secrétaire adjoint de l'USS Charles Ducommun, le 26 juillet 1940, pour convaincre ses collègues syndicalistes:

Der Gotthardbund wird finanziell unterstützt von Leuten, die sich bewusst sind, dass sie bei einer Invasion alles verlieren würden und daher interessiert sind an einer Bewegung, die sich entschieden für die Verteidigung unseres Landes einsetzt.⁵²

Les déclarations des responsables de la Ligue du Gothard en faveur d'une communauté de travail liant patronat et syndicat sont également reçues avec intérêt par la minorité autour de Ducommun, pour qui la confrontation avec les employeurs doit désormais être rejetée.⁵³ Cette évolution au sein d'une partie du

⁴⁹ PV de la commission politique du PSS, 13 juillet 1940, *idem.*; voir aussi: Adrian Zimmermann, «Von der Klassen- zur Volkspartei?», in: *Traverse* 14/n°1 (2007), p. 101. Dans les années précédentes, Grimm s'engage déjà pour une politique plus conciliante de son parti à l'égard de la droite gouvernementale, voir: Morandi, *op. cit.*, p. 368.

⁵⁰ *Gazette de Lausanne*, «L'élection d'un conseiller fédéral», 19 juillet 1940.

⁵¹ Michel Perdrisat, *Le directoire de la Ligue du Gothard, 1940–1945: entre résistance et rénovation*, Neuchâtel 2011, pp. 25–29; Christan Werner, *Für Wirtschaft und Vaterland: Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz, 1928–1947*, Zurich 2000, pp. 260–284.

⁵² PV du comité fédératif de l'USS, 26 juillet 1940, AUSS. À la fin de la guerre, Ducommun rompt avec le mouvement ouvrier et devient chef du personnel de Nestlé.

⁵³ PV du comité central de la FOMH, 31 juillet 1940, Sozarch., fonds FOMH, Ar. 01C; voir aussi: Perdrisat, *op. cit.*, pp. 56–60; Bernard Degen, *Arbeit und Kapital*, in: P. Halbeisen [et al.] (éds), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle 2012, pp. 873–922.

mouvement ouvrier est du reste saluée parmi les représentants des employeurs; comme le note non sans cynisme le secrétaire patronal Friedrich Bernet lors d'une séance interne:

Die sozialistische Führer sehen sich in Angsträumen bereits im Konzentrationslager und gehen mit ihrem Verständnis für die wirtschaftlichen Notwendigkeiten entschprechend weit.⁵⁴

Cet état d'esprit offre un terreau favorable pour les idées corporatistes, particulièrement présentes en Suisse romande depuis l'entre-deux-guerres.⁵⁵ Elles le sont aussi parmi certains syndicalistes, en particulier de la FOMH, des deux côtés de la Sarine.⁵⁶ S'agissant de la Suisse romande, on peut déceler l'influence du nouveau régime voisin de Vichy, où une partie du mouvement syndical a évolué vers des positions corporatistes pour échapper à une interdiction.⁵⁷ Concernant la FOMH, l'accord de paix du travail de 1937 signé avec le patronat du secteur de la métallurgie et des machines, ainsi que la méfiance face à une politique d'opposition portée par le Mouvement des lignes directrices avant la guerre, suscite un terreau plus favorable à de telles options que dans d'autres secteurs de l'USS.⁵⁸

L'influent président de la FOMH Ilg, par prudence, n'adhère toutefois pas à la Ligue, mais y adopte le statut intermédiaire d'observateur, tout en dépêchant certains de ses collègues pour y jouer un rôle plus actif.⁵⁹ Le 23 juillet, Ilg écrit une lettre, estampillée confidentielle, aux rédacteurs de la presse sociale-démocrate, essayant de les convaincre de renoncer aux attaques contre la Ligue. Il les juge contreproductives compte tenu de l'engagement de cette dernière pour l'indépendance du pays.⁶⁰ Le président de la FOMH fait également publier des articles favorables à cette dernière dans le journal du syndicat.⁶¹ En contrepartie du soutien d'Ilg, certains responsables de la Ligue manœuvrent en coulisse pour que le chef syndical entre au Conseil fédéral lors de l'élection complémentaire de juillet.⁶² Il s'agirait de présenter Ilg en tant que syndicaliste au service de la

54 PV du comité de direction de l'Union centrale des associations patronales suisses, 26 juin 1940, Archives privées.

55 Philippe Maspoli, *Le corporatisme et la droite en Suisse romande*, Lausanne 1993.

56 Jost souligne néanmoins que l'USS et le PSS demeurent les plus solides remparts face à ces idées, voir: Jost, *La Suisse*, *op. cit.*, p. 130.

57 Michèle Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy*, Paris 2011, p. 338.

58 Morandi, *op. cit.*, p. 345.

59 Lettre de [?] Felber à Arthur Steiner, 26 juillet 1940, Sozarch., fonds FOMH, Ar. 01D.

60 Lettre de Konrad Ilg aux rédactions de la presse sociale-démocrate, 23 juillet 1940, Sozarch. Fonds FOMH, Ar. 01D.

61 *Schweizerische Metallarbeiterzeitung*, «Für die Idee des 'Gotthard-Bundes'!», 31 août 1940.

62 PV du CD et de la commission politique du PSS, 3 août 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

communauté du peuple – pour utiliser une expression alors répandue dans les milieux corporatistes – et non comme représentant du PSS.

Le projet de certains corporatistes de droite de promouvoir une candidature d'Ilg au Conseil fédéral échoue toutefois, notamment parce qu'elles suscitent de fortes oppositions au sein du PSS.⁶³ Lors d'une séance du comité directeur début août, Oprecht reconnaît certes que les dirigeants de la Ligue ont deux objectifs: «Lösung der sozialen Frage und keine Kapitulation», mais rajoute immédiatement que: «Verbindungen bestehen auf jeden Fall zu den Korporationlern, den ärgsten Feinden der Gewerkschaften.»⁶⁴ Oprecht informe aussi ses collègues d'un projet porté par la Ligue consistant en l'envoi d'émissaires pour observer le fonctionnement des organisations de jeunesse en Allemagne et en Italie; une entreprise que le président du PSS juge symptomatique de la dangereuse ambiguïté de cette organisation. Malgré ces fortes réticences à l'égard de la Ligue, les dirigeants socialistes n'interdisent la double appartenance qu'en mai 1941; il s'agit en effet d'éviter un conflit ouvert avec la tendance autour d'Ilg dans une période déjà critique pour le mouvement social-démocrate.⁶⁵

En dépit des difficultés décrites ici, les tentatives socialistes de rapprochement avec la droite démocrate conduisent dans le courant de l'été à des résultats dans les deux plus grands cantons du pays, Zurich et Berne. Ces résultats prennent la forme de groupes de travail interpartis destinés à renforcer, sur le plan politique, l'esprit de défense nationale, et à favoriser, pour maintenir le moral de la population, le développement de politiques sociales.⁶⁶ La formation de ces groupes est facilitée par la collaboration déjà existante entre élus socialistes et de droite dans les gouvernements de ces cantons. À l'interne du PS, en particulier dans le plus grand canton du pays où une aile gauche, opposante historique à la collaboration avec les forces de droite au niveau gouvernementale, est particulièrement active dans les villes de Zurich et Winterthur, cette option n'en reste pas moins contestée. Certains militants appellent à une politique d'opposition plus claire. Au terme d'un débat nourri, les délégués du parti valident toutefois l'adhésion à un groupe interpartis par 138 voix contre 38.⁶⁷

Ces démarches au niveau cantonal, jointes aux rapprochements avec certains responsables du camp bourgeois dans le cadre de l'*Aktion Nationaler Widerstand* avec la caution de Guisan – le tout sur fond de résistance militaire de la Grande-Bretagne – expliquent l'invitation reçue à mi-septembre de

⁶³ PV de la commission politique du PSS, 13 juillet 1940, *idem*.

⁶⁴ PV du CD et de la commission politique du PSS, 3 août 1940, *idem*.

⁶⁵ *La Sentinelle*, «Congrès du Parti socialiste suisse», 31 mai 1941; Sebastian Schüpbach, *Widerstand, Anpassung, Erneuerung? Der «Gotthard-Bund» 1940–1945*, Mémoire de master, Université de Zurich, 2012, p. 34.

⁶⁶ PV de l'assemblée ordinaire du PS du canton de Zurich, 8 septembre 1940, Sozarch., fonds PS Zurich, Ar. 27.10.24.

⁶⁷ *Idem*.

participer à un groupe de travail entre représentants des grands partis nationaux.⁶⁸ Il s'agit en réalité d'une réponse tardive à une proposition faite par le PSS le 18 juin.⁶⁹ Cette invitation est propre à rassurer les responsables socialistes, au moment où ces derniers sont à nouveau alarmés par l'attitude de Pilet-Golaz, qui vient de recevoir les chefs frontistes alors qu'il a refusé, quelques jours auparavant, de discuter avec une délégation du PSS.⁷⁰ La réception des frontistes suscite du reste de nouvelles divergences au sein de la direction du PSS: une forte minorité souhaite lancer un appel à la démission du conseiller fédéral, alors que la majorité, craignant de compromettre, par un mot d'ordre trop radical, les efforts de rapprochement avec la droite modérée, veut se contenter d'une condamnation de la démarche de Pilet-Golaz.⁷¹

En dépit de ces résultats, durant l'été 1940, la collaboration avec les secteurs démocratiques de la droite suppose, de la part des responsables socialistes, des concessions politiques, dans le prolongement de leur soutien aux pleins pouvoirs accordés au Conseil fédéral. Ceux qui, parmi les responsables de droite, sont favorables à une collaboration avec le PSS, posent en particulier deux conditions à un tel travail commun. Premièrement, ils demandent à ce que la presse sociale-démocrate fasse preuve d'une forte retenue en matière de politique extérieure pour respecter les directives de la censure militaire. Cette retenue est à plusieurs reprises jugée insuffisante par ces responsables de la droite au cours de l'été 1940, notamment lorsque les autorités confisquent des publications sociales-démocrates critiques à l'égard des puissances de l'Axe.⁷² Dans une résolution publiée le 16 juin, la direction du PSS dit admettre, en raison des circonstances exceptionnelles, une certaine «autodiscipline» de sa presse sur les questions de politique extérieure, tout en refusant la censure concernant la politique intérieure.⁷³

Deuxièmement, les hommes de droite ouverts à la collaboration avec le PSS attendent des responsables socialistes qu'ils se démarquent clairement des courants de gauche radicale.⁷⁴ Rappelons à ce propos que, le 5 juillet, les autorités fédérales interdisent les journaux liés à la Fédération socialiste suisse (FSS) de Léon Nicole, un ancien dirigeant socialiste exclu du parti en 1939 en raison de son soutien au pacte germano-soviétique; puis, le 6 août, le Conseil fédéral

68 Feldmann, *op. cit.*, entrée du 29 septembre 1940.

69 Lettre de Hans Oprecht aux présidents des trois partis gouvernementaux, 18 juin 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.140.4.

70 *Volksrecht*, «Die ominöse Audienz», 14 septembre 1940.

71 PV du CD du PSS, 16 septembre et 2 octobre 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30. La Ligue des indépendants demande de son côté la démission de Pilet-Golaz.

72 Feldmann, *op. cit.*, entrées des 16 et 20 juin et du 30 août.

73 Communiqué du comité central étendu du PSS, 16 juin 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

74 Feldmann, *op. cit.*, entrées des 25 juin et 24 août.

interdit les activités communistes comprises au sens large, soit impliquant aussi celles des petits groupes anarchistes ou trotskistes.⁷⁵

De fait, les dirigeants socialistes ne protestent guère contre ces mesures.⁷⁶ Cette retenue se comprend mieux en rappelant les très fortes tensions qui opposent alors les dirigeants socialistes aux partisans de Nicole et aux communistes. Les responsables de l'USS ont en effet décidé, le 18 mai 1940, d'exclure de leur fédération les cartels syndicaux de Genève et Lausanne, parce que ceux-ci collaborent avec la FSS.⁷⁷ En septembre, dans une assemblée socialiste à Zurich, le président du PSS Oprecht – rappelant le soutien de Nicole au pacte germano-soviétique et ses discussions (supposées) avec le fasciste genevois Walter Michel – compare le tribun de la gauche genevoise au Français Jacques Doriot, un ancien responsable communiste ayant évolué vers l'extrême droite.⁷⁸

Reste que durant l'été, les dirigeants socialistes s'inquiètent de ce que les mesures répressives prises contre les courants de gauche radicale ne soient qu'un premier pas de la part des autorités, et finissent par viser les activités sociales-démocrates. Ainsi, le PSS proteste contre la décision du Conseil fédéral de soumettre toutes les assemblées politiques, y compris internes aux partis, à autorisations policières préalables.⁷⁹ Mais dans les jours qui suivent, l'application concrète de cette mesure rassure les dirigeants socialistes, car les autorités accordent en général les autorisations demandées par les sections du PSS.⁸⁰

La question sociale

Outre la crainte d'un tournant autoritaire de la politique intérieure, un deuxième danger préoccupe les dirigeants socialistes et syndicaux durant l'été 1940 : ceux-ci redoutent une brusque dégradation de la situation économique et sociale. Selon eux, à la fin du mois de juin, l'augmentation du chômage menace pour deux raisons.⁸¹ D'une part, est invoquée la démobilisation partielle de l'armée, et d'autre part, les pressions économiques de l'Allemagne, en particulier l'embargo proclamé par les autorités nazies sur les livraisons de charbon à la Suisse, et

⁷⁵ Hadrien Buclin, « Défense nationale » ou « défense de classe » ? Retour sur le procès de treize antimilitaristes suisses en 1942, in : Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier n° 30, 2014, pp. 51–68.

⁷⁶ Voir toutefois : *Berner Tagwacht*, « Die Mappe der Bundesanwaltschaft », 29 août 1940.

⁷⁷ PV du comité syndical de l'USS, 18 mai 1940, AUSS.

⁷⁸ PV de l'assemblée ordinaire du PS du canton de Zurich, 8 septembre 1940, Sozarch., fonds PS Zurich, Ar. 27.10.24. Rauber (*op. cit.*, pp. 174–176) soutient que les discussions de Nicole avec Michel n'auraient pas eu lieu ; il s'agirait de calomnies répandues sur le compte de Nicole par les autorités genevoises, afin de légitimer la répression contre la FSS.

⁷⁹ Lettre de Hans Oprecht à Pilet-Golaz, 15 juillet 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.220.12.

⁸⁰ PV de la direction du PS du canton de Zurich, 3 août 1940, Sozarch., fonds PS Zurich, Ar. 27.10.24.

⁸¹ PV de la commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national, 26 juin 1940, Documents diplomatiques suisses (=DDS), *op. cit.*, pp. 763–768.

destiné à mettre la pression sur le Conseil fédéral dans le cadre des négociations qui conduiront à l'accord commercial du 9 août.

Spectre du chômage et craintes de dérives autoritaires sont liés dans l'esprit des dirigeants socialistes, dans la mesure où ils considèrent que la paupérisation des salariés risque de renforcer l'extrême droite; comme l'explique Robert Grimm lors du comité directeur du PSS du 13 juillet:

[Es ist für uns] eine Lebensfrage, die Arbeitslosen von der Strasse wegzubringen. [...] Hitlers Erfolg beruhte in der Hauptsache darauf, dass es seinem Regime gelang, die Arbeitslosen wegzubringen. Bei uns besteht die Gefahr, dass Massenarbeitslosigkeit den Fronten willkommene Gelegenheit bieten würde, sich der Arbeitslosen zu bemächtigen.⁸²

C'est pourquoi, si le discours de Pilet-Golaz est critiqué pour sa tonalité défaitiste, les dirigeants socialistes saluent en revanche la volonté exprimée à cette occasion par le Conseil fédéral de fournir du travail à la population «coûte que coûte».⁸³ Malgré l'affaiblissement du mouvement ouvrier en 1940, les dirigeants du PSS et de l'USS voient dans les promesses de Pilet-Golaz faites dans un contexte d'économie de guerre l'occasion de renforcer l'intervention de l'Etat dans l'économie, à des fins de politique sociale.⁸⁴

Les dirigeants socialistes et syndicaux espèrent en effet faire valoir leur engagement déterminé en faveur de la défense nationale pour obtenir des concessions de la droite sur le plan social, compensant ainsi un rapport de forces défavorable.⁸⁵ Cet espoir n'est pas complètement infondé, dans la mesure où de nombreux dirigeants de droite ont conscience du rôle joué par les travailleurs sociaux-démocrates dans l'effort de défense nationale. Ces responsables du bloc bourgeois cherchent en outre à éviter le retour de tensions sociales similaires à celles de la Première Guerre mondiale.⁸⁶ Lors d'un débat à huis clos entre les ténors des partis gouvernementaux, le parlementaire conservateur Feldmann rappelle à ceux parmi ses collègues qui sont partisans d'une ligne dure à l'égard du PSS qu'une telle option serait irresponsable car, que cela plaise ou non, les travailleurs sociaux-démocrates fournissent aux pays 100'000 soldats déterminés.⁸⁷

De fait, le rapprochement avec les secteurs démocrates de la droite sous le signe de la défense nationale amène à quelques résultats prometteurs du point de

⁸² PV du comité central étendu du PSS, 13 juillet 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

⁸³ PV du comité syndical de l'USS, 29 juin 1940, AUSS; voir aussi: Zimmermann, «'Tätigkeit ...'», *op. cit.*, p. 50.

⁸⁴ PV de la commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national, 26 juin 1940, Documents diplomatiques suisses (=DDS), *op. cit.*, pp. 767-768.

⁸⁵ Gautschi, *op. cit.*, p. 575.

⁸⁶ Matthieu Leimgruber, Martin Lengwiler, Transformationen des Sozialstaats im Zweiten Weltkrieg, in: M. Leimgruber [et al.] (éds), *op. cit.*, 2009, p. 32.

⁸⁷ Feldmann, *op. cit.*, entrée du 1^{er} sept. 1940.

vue des dirigeants socialistes. Ainsi, dans le canton de Zurich, le PS parvient à organiser le 22 septembre, de concert avec le Parti radical-démocratique et d'autres partis cantonaux, une assemblée populaire en faveur de mesures publiques contre le chômage et pour l'introduction d'une assurance-vieillesse cantonale; l'assemblée réunit 12'000 personnes selon la presse socialiste.⁸⁸ Au niveau national, les dirigeants socialistes et syndicaux se félicitent que l'assurance perte de gain offre désormais une base financière pour de futurs développements en direction d'une meilleure couverture sociale pour les personnes âgées. De même, ils se réjouissent que le programme de création d'occasions de travail présage une intervention publique accrue dans la lutte contre le chômage.⁸⁹ Enfin, au début de l'automne, le soulagement prévaut dans les rangs socialistes et syndicaux car la démobilisation partielle n'a pas entraîné la flambée redoutée du chômage.⁹⁰

Mais cette politique de rapprochement avec la droite modérée s'accompagne de l'abandon de toute perspective antifasciste en matière économique, les dirigeants socialistes se résignant au renforcement massif des relations commerciales avec l'Allemagne durant l'été.⁹¹ Si, en 1940, vu le rapport de forces en Europe, un tel développement était sans doute difficilement évitable, cette orientation imprègnera encore la ligne du PSS et de l'USS dans les derniers mois du conflit, à un moment où il aurait pourtant été possible de défendre une politique économique moins complaisante à l'égard de l'Axe.⁹²

Conclusion

Les dirigeants sociaux-démocrates réussissent, on l'a vu, à maintenir la cohésion de leurs organisations et à élaborer une stratégie, ce qui ne paraissait pas acquis au début de l'été 1940. Celle-ci consiste à tendre la main à l'aile démocratique de la droite – qui s'avère également soucieuse de préserver des conditions sociales indispensables à la lutte contre le défaitisme – pour affaiblir les cercles partisans de la rénovation autoritaire et de l'alignement sur l'Allemagne. Cette stratégie confirme l'orientation esquissée à la fin des années 1930, lorsque les dirigeants socialistes renoncent à une claire politique d'opposition, fondée en particulier sur

⁸⁸ *Volksrecht*, «Landsgemeinde des Zürchervolkes», 23 septembre 1940; le projet d'assurance cantonale échouera en mai 1941, voir: Matthieu Leimgruber, *Solidarity without the State ? Business and the Shaping of the Modern Welfare State, 1890–2000*, Cambridge 2008, p. 126.

⁸⁹ PV du comité central étendu du PSS, 13 juillet 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30.

⁹⁰ Comité central élargi de la FOMH, 6 sept. 1940, Sozarch., fonds FOMH, Ar. 01B.

⁹¹ PV du comité central étendu du PSS, 13 juillet 1940, Sozarch., fonds PSS, Ar. 1.110.30; PV du comité syndical de l'USS, 29 juin 1940, AUSS.

⁹² Hadrien Buclin, *Entre contestation et intégration: la gauche helvétique face aux débats de la sortie de guerre (1944–1946)*, in: L. Charrier [et al.] (éds), *La Suisse entre consensus et conflits: enjeux et représentations*, Reims 2016, pp. 72–74; Degen, *La crise*, p. 175.

une alliance avec les Jeunes paysans dans le cadre du Mouvement des lignes directrices.⁹³ Le climat politique à l'automne 1940, notamment l'opposition qui se manifeste en réaction à la réception des chefs frontistes par Pilet-Golaz, montre que les efforts des responsables sociaux-démocrates portent leurs fruits.

Notre contribution met toutefois en lumière le prix non-négligeable à payer, du point de vue socialiste, pour cette stratégie de compromis. Songeons en particulier à l'autocensure sur les questions de politique étrangère ou encore à la retenue face aux mesures autoritaires décidées contre la gauche radicale en Suisse même, ainsi que l'exclusion des sections syndicales romandes soupçonnées de sympathies avec Léon Nicole. Malgré ces concessions faites à la droite gouvernementale, une majorité des dirigeants sociaux-démocrates refusent avec détermination de tourner le dos aux idées démocratiques, rejetant par-là une tentation corporatiste pourtant présente dans certains cercles du mouvement ouvrier. Si, en 1940, la stratégie mise en œuvre n'amène que des résultats d'une ampleur limitée, elle placera dès 1943, soit au moment où la guerre tourne en défaveur des puissances fascistes, les sociaux-démocrates en position de conquérir une place politique plus importante sur la scène nationale.

Hadrien Buclin, Section d'histoire, Faculté des Lettres, Université de Lausanne, Bâtiment Anthropole, 1015 Lausanne, hadrien.buclin@unil.ch.

Pierre Eichenberger, New School for Social Research, New York et Université de Lausanne, Institut d'études politiques, Geopolis, 1015 Lausanne-Dorigny, eichenbp@newschool.edu.

93 Morandi, *op. cit.*, p. 365–402.